



FALLOUJAH AU COEUR DU GENOCIDE

Un bref rapport sur les
dramatiques violations des
droits de l'homme au cœur
et aux alentours de Falloujah

By Geneva International
Centre for Justice (GICJ)



Boite postale : P.O Box : GICJ 598 CH-1214 Vernier, Genève – Suisse

Email : info@gicj.org Tel : +41 22 788 19 71

Siege : 150 Route de Ferney, CH 1211 Genève 2 – Suisse

Site internet : www.gicj.org

Facebook : <https://www.facebook.com/GIC4J>

*“The first time it was reported that our friends were being butchered there was a cry of horror. Then a hundred were butchered. But when a thousand were butchered and there was no end to the butchery, a blanket of silence spread.
When evil-doing comes like falling rain, nobody calls out “stop!”*

When crimes begin to pile up they become invisible. When sufferings become unendurable the cries are no longer heard. The cries, too, fall like rain in summer.”

Bertolt Brecht, *Selected Poems*, 1947

Falloujah : au coeur du genocide

Sommaire

- ❖ Extrait
- ❖ Introduction
- ❖ Bombardements indiscriminés
- ❖ Crimes de guerre et crimes contre l'humanité
- ❖ La situation humanitaire
- ❖ L'implication du gouvernement
- ❖ Conclusion et recommandations



Extrait

Ce rapport a pour but de faire la lumière sur les crimes et les violations des droits de l'homme commis à Falloujah, en Irak. La ville fait en effet l'objet depuis Mai 2016 d'une vaste campagne militaire supposée lutter contre ISIS. Cette campagne, profondément destructive et ironiquement dénommée "*Libérer Falloujah*", s'est rapidement avérée très nuisible pour les milliers de personnes prises au piège dans la ville et sous les bombardements. Les personnes ayant réussi à fuir Falloujah afin de chercher de l'aide se sont pour leur part retrouvées prisonnières des différentes milices présentes sur le terrain. Ces civils innocents et non-armés tombés aux mains des miliciens ont été privés d'eau et de nourriture, et assujettis à des traitements haineux, parmi lesquels des abus verbaux et psychologiques et des pratiques extrêmes de torture. Des milliers d'entre eux ont ensuite été massacrés ou sommairement exécutés par groupes sous prétexte d'appartenir à ISIS.

Ce document a également pour objectif de prouver que ce qui se passe actuellement à Falloujah, et à travers l'Irak en général, s'inscrit dans le cadre d'une politique de violence sectaire et systématique qui est soutenue par le gouvernement. Le but ultime étant le nettoyage ethnique de la société irakienne et en particulier de sa composante Sunnite.

Introduction

La ville de Falloujah, située dans la province irakienne d'Al-Anbar, connaît une escalade de violence sans précédent depuis le début de l'offensive militaire lancée le 22 Mai 2016 par le gouvernement irakien au nom de la *lutte contre le terrorisme*. Selon les autorités, la bataille aurait pour but allégué de *libérer Falloujah* de l'emprise de l'autoproclamé Etat Islamique en Irak et en Syrie (ISIS). Cette offensive est principalement menée par l'armée irakienne et les milices qui lui sont affiliées. L'aviation américaine fourni par ailleurs un soutien aérien tandis que des conseillers militaires iraniens au sol gèrent l'armement de la coalition paramilitaire des milices d'Hachd al-Chaabi (*Unités de mobilisation populaire*).

Quelques jours après le début de la campagne militaire, GICJ a envoyé plusieurs appels urgents au Secrétaire des Nations Unies (24 Mai 2016), au Haut Commissaire aux Droits de l'Homme (24 Mai 2016, 7 Juin 2106 et 12 Juin 2016)¹, au Rapporteur Spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et aux Groupes de Travail sur les disparitions forcées ou involontaires et sur la détention arbitraire (8 Juin 2016). GICJ a également adressé une lettre au Président des Etats Unis d'Amérique (27 Mai 2016)². Le tout dans le but d'exprimer sa profonde inquiétude face au nombre croissant de victimes civiles cause par les attaques des forces de sécurité irakienne et par l'aviation américaine. GICJ a également porté l'alerte concernant les violations graves des droits de l'homme perpétrées en dehors de Falloujah par les milices pro-gouvernementales.

Bombardements indiscriminés

L'opération militaire lancée contre Falloujah continue encore à l'heure actuelle, de même que le bombardement indiscriminé des infrastructures de la ville par la voie des airs, notamment.

Au premier jour de l'attaque (Dimanche 22 Mai 2016), nos sources irakiennes sur le terrain ont signalé la mort de 11 membres d'une seule et même famille. Le jour suivant (Mardi 23 Mai), l'hôpital universitaire de Falloujah déclarait avoir reçu les corps de 10 victimes (dont cinq enfants et trois femmes), ainsi que 25 blessés (dont 12 enfants et 8



¹ Pour voir les communiqués de presse publiés après les appels urgents au SGNU et au OHCHR, cliquez sur le lien suivant : http://www.gicj.org/index.php?option=com_content&task=view&id=474&Itemid=41

² Pour voir les communiqués de presse publiés après l'envoi de la lettre urgente au Président des Etats Unis, cliquez sur le lien suivant : http://www.gicj.org/index.php?option=com_content&task=view&id=480&Itemid=52

femmes). Le Mardi 24 Mai 2016, seize civils ont été reportés tués et plus de 40 blessés, essentiellement des enfants et des femmes. Alors que le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter, l'hôpital de Falloujah n'a cessé d'être bombardé (voir photo à droite) par des missiles aériens le Mercredi 25 et le Jeudi 26 Mai 2016. Ce bombardement continu a causé des dommages graves au bâtiment et entraîné la destruction de l'essentiel de l'équipement médical. Ceci a considérablement ébranlé la capacité de soin de la zone car il s'agissait du dernier centre médical ayant survécu aux attaques de 2004 menées sous l'administration Bush.

Ces bombardements affectent de manière évidente les civils qui sont toujours présents dans la ville. Le nombre exact d'habitants toujours à Falloujah n'est pas disponible – les autorités irakiennes ont déclaré qu'il y avait environ 50 000 civils, tandis que les diverses sources locales estiment ce chiffre aux alentours de 196 000. Indépendamment du fait de savoir quelle information est correcte, le nombre de personnes dont la vie est en danger est dramatiquement élevé en comparaison avec les quelques 500 combattants de l'Etat Islamique qui ont pris la ville.



Conformément aux informations fournies par les autorités américaines et irakiennes, les combattants d'ISIS sont des cibles très mouvantes qui bougent rapidement dans la ville et se fondent parmi les civils. Pour toutes ces raisons, conduire une campagne de bombardements indiscriminés et utiliser de telles armes ne pourrait pas être moins contreproductif si le but était réellement de *combattre le terrorisme et de protéger les civils*, comme le prétendent les autorités irakiennes.



Aussi précis que les bombardements puissent être grâce à la technologie, ils ne conviennent pas à ce type de cibles qui sont extrêmement mouvantes et qui utilisent elles-mêmes des armes possédant une grande capacité de destruction. Ainsi, les bombardements ont entraîné la destruction de pans entiers de la

ville et le nombre de victimes civiles n'a eu de cesse d'augmenter. Nombreuse sont par exemple les personnes qui se sont retrouvées ensevelies sous les gravats, sans aucun moyen de secours.

De tels actes constituent clairement des violations graves aux Conventions de Genève du 12 Aout 1949, et plus particulièrement de la Convention IV relative à la protection des civils en temps de guerre.

Crimes de guerre et crime contre l'humanité

GICJ a reçu de nombreux témoignages en provenance des zones voisines et alentours de Falloujah, tous rapportant les graves abus commis par les milices à l'encontre des personnes qui avaient réussi à fuir la zone de conflit immédiate.

Le 27 Mai 2016, GICJ a reçu une preuve documentée qu'une milice appelée Rzsalyon, placée sous le commandement d'Adnan Al Shahmani (membre du parlement irakien), avait massacré 17 civils dans la ville d'Al Karmah. Les victimes faisaient partie de 73 hommes qui avaient été enlevés après avoir échappé à ISIS avant d'être emmenés puis détenus dans la région de Rashad, au nord-est d'Al Karmah. Le sort des 56 autres membres du groupe demeure encore inconnu à l'heure actuelle.

Au cours des affrontements ayant eu lieu à Saklaouiya entre le 2 et le 5 Juin 2016, plus de 1 000 civils ont été forcés de trouver refuge dans la zone la plus proche et sous le contrôle des milices d'Hachd al-Chaabi.

Plutôt que d'apporter leur soutien et leur aide aux survivants, les miliciens les ont immédiatement arrêté et emprisonné en arguant de leur appartenance à ISIS. Les prisonniers ont alors été privés d'eau et de nourriture et soumis à des actes de torture et autres traitements inhumains et dégradants, causant la mort de 300 d'entre eux. Selon les témoignages, les civils ont été conduit en file indienne jusqu'au lieu de leur exécution. Les miliciens en charge de ces exécutions ont été identifiés comme des membres de l'Organisation Badr ; ils étaient placés sous le commandement d'Hadi al-Amiri et vêtus de l'uniforme officiel de la police. Des témoins ont par ailleurs affirmé que les miliciens avaient menacé les civils, leur annonçant leur mort imminente.



Ceux qui ont pu être libérés, approximativement 650 personnes, présentent des marques de torture sur le corps et ont expliqué que les miliciens avaient procédé à toutes sortes de mauvais traitements sur eux (mutilation au couteau et avec d'autres armes, passage à tabac, abus verbal et psychologique à connotation sectaire). Parmi eux, 150 présentent des fractures aux bras et aux jambes et 100 autres des signes de brûlures graves sur le dos et sur la poitrine. Selon les témoignages, certains ont été forcés à boire leur propre urine

tandis que d'autres ont été allongés sur le sol avant d'être roués de coups de pieds par leurs geôliers.

De nombreuses femmes ont également été séparées de leurs familles, sans savoir quand elles allaient pouvoir les revoir. Elles ont ensuite fait l'objet de harcèlement de la part des miliciens. Il est à noter que selon les survivants, un grand nombre de personnes demeurent toujours portées disparues à l'heure actuelle et le nombre exact de prisonniers aux mains des milices est donc difficile à donner.

Des informations ont également été reçues concernant l'enlèvement d'environ 300 personnes du village d'Al-Ayrakiya (situé entre Falloujah et Saklaouiya) le 2 Juin 2016 par des milices portant des uniformes officiels. Parmi eux, 150 personnes ont été tuées sur place, dont une famille de 35 personnes qui a été signalée par des proches en donnant des détails précis sur leur identité. Les 300 autres ont disparu.

Toutes ces atrocités commises par les milices et par certaines unités de l'armée s'inscrivent dans le cadre d'une politique systématique de vengeance dirigée de manière intentionnelle contre les populations civiles de ces villes. De la même manière, Hachd al-Chaabi aurait bombardé des mosquées sur une base purement sectaire. Les témoignages des personnes ayant réussi à être libérées, nous ont confirmé que parmi les milices prenant part aux massacres, il y avait également des membres des Forces Al-Qods iraniennes et des membres du Hezbollah libanais. Ce dernier élément confirme les motivations sectaires qui sous-tendent toutes ces violations.



De telles actions ne sont pas seulement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité contrevenant profondément au droit international et au droit international des droits de l'homme, il s'agit également de génocide.

La situation humanitaire

La situation humanitaire déjà délicate en Irak s'est rapidement détériorée à la suite des attaques lancées contre Falloujah. La plupart des personnes qui ont réussi à fuir la ville et les exactions des milices se sont retrouvées confrontées à des difficultés considérables. Au jour d'aujourd'hui, pas moins de 18 personnes ont été retrouvées mortes alors qu'elles tentaient de traverser l'Euphrate. Beaucoup d'autres ont été forcées à vivre dans des conditions de vie déplorables. La plupart d'entre elles doivent dormir dehors et manquent cruellement de ressources afin de satisfaire aux besoins essentiels à leur survie.

L'implication du gouvernement

Les autorités irakiennes tentent de convaincre la communauté internationale qu'elles sont totalement innocentes en ce qui concerne les exactions commises par les milices. Elles ont par ailleurs argué à de multiples reprises qu'il s'assagissait d'actes isolés qui feraient l'objet d'une enquête afin de traduire en justice les responsables. Ces promesses demeurent cependant purement illusoires puisqu'aucune mesure n'a été prise dans ce sens jusqu'à maintenant. Les responsables jouissent ainsi d'une parfaite impunité et du support total du gouvernement.

Sur la base de ces preuves récoltées au cours des années passées, GICJ estime que ce qui se passe en Irak à l'heure actuelle constitue clairement une politique systématique de discrimination appliquée à grande échelle et tout particulièrement contre la composante sunnite de la société irakienne.

GICJ joint à ce rapport, à titre de preuve documentée, trois listes. Les deux premières énumèrent les personnes ayant été exécutées à al-Azraqiya et à Saqlawiya, tandis que la dernière recense les victimes identifiées parmi les disparus de Saqlawiya et présumées exécutées. Ces listes, non-exhaustives, prouvent clairement que les milices ciblent en particulier certaines familles et ce sur la base de critères sectaires.

Les événements se déroulant aux abords et à l'intérieur de Falloujah à l'heure actuelle ne sont finalement pas si différents de ceux qui ont eu lieu à Ramad, Tikrit, Amerli, Diyala et Jurf Al Sakhar où les campagnes militaires contre ISIS ont causé la destruction totale des villes, le massacre, l'enlèvement et le déplacement de centaines de civils. L'ensemble de ces crimes ayant été commis dans l'intention de procéder à un nettoyage ethnique.



L'attitude pour le moins permissive du gouvernement face à la commission de ces crimes est plus qu'évidente ; on peut parler de commission par omission. En effet, les milices qui contrôlent déjà certaines unités de l'armée irakienne, sont par ailleurs soutenues et légitimées par les autorités, qui n'ont donc aucun intérêt à mettre en lumière de telles violations. Nous avons ainsi reçu des informations concernant des tentatives de dissimulation des crimes commis. Des corps ont notamment été jetés dans l'Euphrate ou brûlés, les victimes étant encore vivantes à ce moment-là pour certaines. Beaucoup d'autres ont été retrouvées dans des fosses communes aux alentours de Falloujah et de Saklaouiya, toujours dans une optique de dissimulation. Nous pouvons notamment citer les 416 corps qui ont été déplacés le 8 Juin 2016 au cimetière d'Al-Salam de la ville de Najaf et les 384 vers le "Cimetière des personnes inconnues" de Karbala.

GICJ a également reçu un témoignage crédible confirmant la participation de certains officiels de la police irakienne et de membres haut place de l'armée dans l'exécution d'innocents qui

avaient tenté de fuir les hostilités. Ceci souligne une fois de plus la manière dont les autorités sont les complices tacites de ce carnage. Un tel état de fait est absolument choquant selon GICJ.

Les atrocités commises à l'encontre des civils ont eu lieu au vu et au su de tous et ne pourraient pas être plus évidentes. Dans ce sens, de hautes figures irakiennes ont exprimé leur inquiétude et demandé la cessation immédiate de ces violations.

Même les membres des groupes participant à la bataille contre ISIS ont explicitement interpellé les autorités irakiennes, leur demandant d'empêcher les milices de prendre part aux hostilités en raison de leur attitude sectaire qui touche tout particulièrement les civils. Il faut citer à ce titre la déclaration publique du Président du Conseil militaire des Révolutionnaires tribaux d'Anbar, M Rafia Abdulkarim Al Fahdawi, au cours de laquelle il a confirmé que de nombreux civils étaient soumis à différents types de violations de la part des milices (meurtres et traitements dégradants notamment).

Un membre du Comité de sécurité du Gouvernorat d'Anbar, M Rabih Barakat Al Isawi, a également demandé l'ouverture d'une enquête internationale sur les violations qui ont eu lieu à Falloujah, Karmah et Saklaouiya depuis le début des opérations militaires contre ISIS. Il a par ailleurs ajouté que ces violations touchent un large nombre de civils enregistrés auprès du Comité mais aussi des personnes non identifiées.

Pour sa part, le maire de Falloujah, M Sa'doun Al Sha'lan, a exprimé son inquiétude concernant les personnes qui ont été forcées hors de Falloujah et des zones voisines. Il a souligné le fait que ces personnes avaient subis de graves violations de leurs droits de la part des membres d'Hachd al-Chaabi, citant notamment le meurtre de 17 personnes à Karmah.

Une réunion a été tenue le 4 Juin 2016 par le Président de la coalition Muttahidoun au Parlement irakien, ancien vice-président, M Osama Al Nujaifi, accompagné du Président et des membres du Conseil du Gouvernorat d'Anbar. Le Premier Ministre al-Abadi a alors été reconnu responsable des violations des droits de l'homme et des meurtres commis à Falloujah. Il a par ailleurs été rappelé qu'il lui revenait de prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir de telles exactions et de punir les responsables. Par ailleurs, en tant que Commandant en chef des armées, il était de son devoir d'exercer un contrôle effectif sur l'ensemble de l'armée ainsi que sur les autres unités, dont la milice d'Hachd al-Chaabi, afin de prévenir des violations futures.

Conclusion et recommandations

Au regard de la situation dramatique à Falloujah et dans les zones alentours, GICJ a renouvelé à plusieurs reprises les recommandations suivantes :

❖ Mettre fin aux bombardements indiscriminés

Alors que des innocents continuent à mourir sous les bombardements indiscriminés des forces irakiennes et de milices qui lui sont affiliées, mais aussi de la coalition internationale menée par les Etats Unis, GICJ maintient ses appels urgents à la communauté internationale

et en particulier auprès des organes onusiens concernés. GICJ demandent que des mesures urgentes soient prises afin de faire pression sur les autorités irakiennes et sur la coalition internationale pour que ces derniers mettent fin à leur campagne de bombardements. En effet, de telles pratiques ne participent aucunement à la réduction du terrorisme et menacent uniquement la vie des milliers de personnes restées derrière.

❖ **Changer d'approche dans la lutte contre le terrorisme**

GICJ a condamné et condamne le terrorisme sans équivoque. Cependant, comme mentionné dans nos précédents communiqués de presse et dans nos appels urgents, les politiques adoptées jusqu'à maintenant en matière de lutte contre le terrorisme se sont avérées grandement destructrices à l'encontre des populations civiles et des villes. Elles ont uniquement résulté en une hausse des activités terroristes, plutôt qu'en une réduction. A de multiples occasions, GICJ a demandé aux organes onusiens concernés de faire pression sur les Etats membres de l'ONU, tout particulièrement l'Irak et les Etats membres de la coalition internationale, afin que ces derniers revoient leur approche dans la lutte antiterroriste. Il s'agit notamment de les pousser à respecter les stratégies de l'ONU en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme telles qu'adoptées en Septembre 2016, ainsi que le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent annoncé par le Secrétaire General le 15 Janvier 2016.

❖ **Délegitimer et démilitariser les milices**

De plus, en raison des graves violations des droits de l'homme commises par les diverses milices à l'encontre des civils fuyant les hostilités, GICJ estime que la société internationale doit urgemment presser les autorités irakiennes à stopper tout soutien aux milices. Elles doivent à fortiori les délégitimer et les démilitariser de manière à mettre fin à de telles organisations criminelles. Ceci est uniquement possible si, en parallèle, tous les pays ayant une représentation en Irak refuse toute relation avec elles, y compris recevoir leurs leaders.

❖ **Aider les civils à échapper Falloujah et fournir une assistance humanitaire**

Maintenant que les autorités irakiennes ont été obligées à laisser fuir les personnes encore coincées dans la ville, GICJ estime qu'il est fondamental qu'une aide humanitaire plus efficace soit fournie à ces personnes (eau, nourriture et abri). Le rôle des Nations Unie sera alors essentiel afin de s'assurer que les besoins essentiels des personnes déplacées soient pleinement satisfaits.

❖ **Mettre en place une commission d'enquête indépendante**

En dépit des affirmations du Premier Ministre al-Abadi selon lesquelles une enquête sera menée concernant les allégations de violations, GICJ sait parfaitement, au vu des expériences passées, que cela n'aboutira à rien. Il est impossible de demander aux autorités irakiennes de procéder à de telles enquêtes car elles sont elles-mêmes complices de ces violences et ont démontré à de nombreuses reprises leur absence de volonté de changer d'attitude. Ainsi, GICJ a, à plusieurs reprises, demandé aux Nations Unies de créer une mission indépendante d'enquête afin de se pencher sur les violations commises par les milices et les forces de sécurité coopérant avec elles. Il s'agit de se pencher tout particulièrement sur les allégations

d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, de détention arbitraire et de disparitions forcées.

GCIJ n'arrêtera jamais de rappeler que les violations commises par les auteurs susmentionnés à l'encontre de l'innocente population civile de Falloujah et partout ailleurs en Irak, constituent non seulement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité mais également et surtout des crimes de génocide. Ces derniers contreviennent au droit international et au droit international humanitaire de telle manière que la communauté internationale dans son ensemble a l'obligation d'agir afin de stopper de tels agissements.

Les dramatiques violations des droits de l'homme qui prennent actuellement place à Falloujah et dans les environs, ainsi qu'en Irak en général, ne contreviennent pas uniquement à la paix et à la stabilité du pays, mais constituent également une menace grave pour la paix et la stabilité mondiales. De cette manière, la responsabilité de mettre fin aux atrocités que subissent actuellement la population irakienne et de traduire en justice les responsables, doit être partagée par tous les pays.

Noms des personnes exécutées à Al-Azrakiya

3 Juin 2016

Cette liste énumère les 150 personnes exécutées ayant été identifiées à l'heure actuelle

N	Prénom	Nom du père	Nom du grand-père	Nom de famille
1	Khalil	Ibrahim	Mohsen	Al-Badrani
2	Bilal	Ibrahim	Mohsen	Al-Badrani
3	Ibrahim Khalil	Ibrahim	Mohsen	Al-Badrani
4	Khalid	Hammadi	Mohsen	Al-Badrani
5	Samer	Khalid	Mohsen	Al-Badrani
6	Thamer	Khalid	Mohsen	Al-Badrani
7	Mohamed	Khalid	Mohsen	Al-Badrani
8	Ahmed	Khalil	Mohsen	Al-Badrani
9	Ahmed	Adnan	Mohsen	Al-Badrani
10	Qasem	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
11	Mohamed Qasem	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
12	Hazem	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
13	Mahmoud Hazem	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
14	Hamed Hazem	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
15	Mohamed Khamis	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
16	Yasin Tayib	Hamadi	Jasim	Al-Badrani
17	Khaled Yassin	Tayib	Jasim	Al-Badrani
18	Mal-Allah	Mohamed	Jasim	Al-Badrani
19	Ali Mal-Allah	Hamad	Jasim	Al-Badrani
20	Hamad Mal-Allah	Hamad	Jasim	Al-Badrani
21	Salam	Ibrahim	Hamadi	Al-Badrani
22	Khira-Allah	Ibrahim	Hamadi	Al-Badrani
23	Akram	Hamad-Allah	Ibrahim	Al-Badrani
24	Hamed	Naji	Shuker	Al-Badrani
25	Husseini	Naji	Shuker	Al-Badrani
26	Muthana	Mohamed	Shuker	Al-Badrani
27	Mustafa	Imad	Mohamed	Al-Badrani
28	Namah	Jasim	Mohamed	Al-Badrani
29	Omar	Jasim	Mohamed	Al-Badrani
30	Mohamed Hasoun	Mohamed	Hamed	Al-Badrani
31	Yousef	Abid	<i>Abid</i>	Al-Badrani
32	Sadik	Yousef	<i>Abid</i>	Al-Badrani
33	Yakoub	Yousef	<i>Abid</i>	Al-Badrani
34	Mohamed	Yousef	<i>Abid</i>	Al-Badrani
35	Rafed	Tah	Dhiyab	Al-Badrani
36	Ali	Faysel	Dhiyab	Al-Badrani
37	Fares	Faysel	Dhiyab	Al-Badrani
38	Khalil	Faysel	Dhiyab	Al-Badrani
39	Majid	Mahmoud	Dhiyab	Al-Badrani
40	Ahmad	Jasim	/	Al-Badrani

41	Mohamed	Jasim	/	Al-Badrani
42	Taha	Jasim	/	Al-Badrani
43	Hussein	Ali	Tayeb	Al-Badrani
44	Mahmoud	Yousef	Abid	Al-Badrani
45	Qusai	Ali	Hamadi	Al-Badrani
46	Serri	Ali	Hamadi	Al-Badrani
47	Mustafa	Mohamed	Tayeb	Al-Badrani
48	Thamer	Ibrahim	Mahmoud	Al-Badrani
49	Ahmed	Ibrahim	Mahmoud	Al-Badrani
50	Ibrahim	Thamer	Ibrahim	Al-Badrani

Noms des personnes exécutées à Saqlawiya

Entre le 2 et le 4 Juin 2016

Cette liste énumère les victimes ayant été identifiées parmi les 200-300 personnes exécutées par les milices al-Hachd al-Chaabi.

N	Prénom et nom du père	Nom du grand-père	Nom de famille
1.	Adnan Nussayef	Jassim	Al-Obaidi
2.	Adnan Hussein	Jawad	Al-Mohammadi
3.	Jomaa Adnan Hussein	Jawad	Al-Mohammadi
4.	Raed Turki Hussein	Jawad	Al-Mohammadi
5.	Karim Khalaf Adbulah	Khalaf	Al-Mohammadi
6.	Salah Ali	Alwan	Al-Mohammadi
7.	Saad Salah Ali	Alwan	Al-Mohammadi
8.	Mohamed Salah Ali	Alwan	Al-Mohammadi
9.	Tahrir Madb Rashid	Hamad	Al-Mohammadi
10.	Mohamed Mahdi Majul	Awid	Al-Mohammadi
11.	Awid Mahdi Majul	Awid	Al-Mohammadi
12.	Ammar Mahdi Majul	Awid	Al-Mohammadi
13.	Saddam Mahdi Majul	Awid	Al-Mohammadi
14.	Ahmed Mahdi Majul	Awid	Al-Mohammadi
15.	Hussein Mahdi Majul	Awid	Al-Mohammadi
16.	Jalal Salah Mahdi	Majul	Al-Mohammadi
17.	Jamal Salah Mahdi	Majul	Al-Mohammadi
18.	Younes Salah Mahdi	Majul	Al-Mohammadi
19.	Khaled Mohamed	Daher	Al-Mohammadi
20.	Salah Mohamed	Daher	Al-Mohammadi
21.	Bilal Salah Mohamed	Daher	Al-Mohammadi
22.	Hussein Ali Mohamed	Daher	Al-Mohammadi
23.	Mohamed Ghafel Rashid	Hamed	Al-Mohammadi
24.	Riad Latif Hammoud	Nussayef	Al-Mohammadi

25.	Muthana Yassin Attiah	Mohamed	Al-Mohammadi
26.	Hassan Yassin Attiah	Mohamed	Al-Mohammadi
27.	Mohamed Slaibi Jiad	Ahmed	Al-Mohammadi
28.	Abdullah Abass Abdullah	Maadi	Al-Azzawi
29.	Yussef Abass Abdullah	Maadi	Al-Azzawi
30.	Marwan Abass Abdullah	Maadi	Al-Azzawi
31.	Raed Abdulmutaleb	Rashid	Al-Mohammadi
32.	Alaa Mohamed Jassim	Hamadi	Al-Mohammadi
33.	Mohamed Hamed Nussayef	Jassim	Al-Mohammadi
34.	Khalid Khidhr Tayeh	Jassim	Al-Mohammadi
35.	Amer Kamel Ghadib	Jassim	Al-Mohammadi
36.	Hamid Khalil	Mahdi	Al-Mohammadi
37.	Ahmed Ismail	Souhil	Al-Mohammadi
38.	Shamel Madjid Abdu-Allah	Al-Akashi	Al-Mohammadi
39.	Hani	Shaker	Al-Mohammadi
40.	Ali Mahmoud Tallal	Al-Akashi	Al-Mohammadi
41.	<u>Abdessatar</u> Abess	Ali	Al-Mohammadi
42.	Dawoud Suliman Muslah	Hussein	Al-Jimili
43.	Abdulatif Haitham Abdulatif	Ahmed	Al-Shammeri
44.	Hashem Jassim Mohamed	Hamed	Al-Janabi
45.	Issam Hussein Ali	Fayadh	AL-Badrani
46.	Hamid Madjid Hussein	Ali	Al-Bajjari
47.	Hussein Ali	Muhssen	Ahmed
48.	Khayer-Allah Ibrahim	Ibrahim	Hammadi
49.	An unidentified corpse in the Fallujah hospital	/	/
50.	An unidentified corpse in the Fallujah hospital	/	/
51.	An unidentified corpse in the Fallujah hospital	/	/

Noms des personnes portées disparues à Saqlawiya

Entre le 2 et le 5 Juin 2016

Cette liste énumère les personnes ayant été identifiées parmi les 643 portées disparues à Saqlawiya jusqu'à maintenant

N	Prénom et nom du père		Nom du grand-père	Nom de famille
1.	Ali	Yassin	Sharqi	Al-Mohammadi
2.	Salah	Yassin	Sharqi	Al-Mohammadi
3.	Khaled	Khamis	Yassin	Al-Mohammadi
4.	Hussein	Naji	Nawar	Al-Mohammadi
5.	Mohamed	Fawz	Nouri	Al-Mohammadi
6.	Ahmed	Fawzi	Nouri	Al-Mohammadi
7.	Bashir	Majid	Ismail	Al-Mohammadi
8.	Ziad	Habib	Mekhlef	Al-Mohammadi
9.	Ibrahim	Hamid	Hussein	Al-Mohammadi
10.	Mustafa	Mohamed	Hassan	Al-Mohammadi
11.	Mohamed	Hassan	Abed	Al-Mohammadi
12.	Yousef	Sabah	Hamid	Al-Mohammadi
13.	Sulaiman	Musleh	Hussein	Al-Mohammadi
14.	Qais	Sabah	Abed	Al-Mohammadi
15.	Saeif	Dhiaa	Kamel	Al-Mohammadi
16.	Tha'aer	Yousef	Kadhim	Al-Mohammadi
17.	Ali	Fanous	Aftan	Al-Mohammadi
18.	Ismail	Al Fanous	Aftan	Al-Mohammadi
19.	Ibrahim	Fanous	Aftan	Al-Mohammadi
20.	Hakki	Ismail Fanous	Aftan	Al-Mohammadi
21.	Rahim	Fanous	Aftan	Al-Mohammadi
22.	Salam	Majid Ismail	Mutha'in	Al-Mohammadi
23.	Hamid	Ismail	Mutha'in	Al-Mohammadi
24.	Salem	Ismail	Mutha'in	Al-Mohammadi
25.	Mohamed	Hamid Ismail	Mutha'in	Al-Mohammadi
26.	Sami	Kurji	Mutha'in	Al-Mohammadi
27.	Walid	Kurji	Mutha'in	Al-Mohammadi
28.	Ahmed	Kurji	Mutha'in	Al-Mohammadi
29.	Said	Nouri	Mutha'in	
30.	Sami	Jabeer	Mahmoud	Al-Mohammadi
31.	Saad	Mohammed	Hussein	Al-Mohammadi
32.	Omar	Mohammed	Hussein	Al-Mohammadi
33.	Suhayeb	Omar	Mohamed	Al-Mohammadi

34.	Bilal Hassan	Kurdi	Al-Mohammadi
35.	Khudhayer Mohamed Rashid	Fayadh	Al-Mohammadi
36.	Qasem Rashid	Fayadh	Al-Mohammadi
37.	Allawi Rashid	Fayadh	Al-Mohammadi
38.	Hussein Allawi Rashid	Fayadh	Al-Mohammadi
39.	Mazher Allawi Rashid	Fayadh	Al-Mohammadi
40.	Hussein Abid	Za'al	Al-Mohammadi
41.	Mustafa Musleh	Hammad	Al-Mohammadi
42.	Yousef Musleh	Hammad	Al-Mohammadi
43.	Taha Musleh	Hammad	Al-Mohammadi
44.	Mohamed Musharef Hamed	Abdallah	Al-Mohammadi
45.	Mohamed Hussein Abid	Shihab	Al-Mohammadi
46.	Khaled Hussein Abid	Shihab	Al-Mohammadi
47.	Hamad Hussein	Ali	Al-Mohammadi
48.	Hatef Hamed	Hassan	Al-Mohammadi
49.	Omar Ali	Farhan	Al-Mohammadi
50.	Mohamed Ali	Farhan	Al-Mohammadi
51.	Abdullah Ali	Farhan	Al-Mohammadi
52.	Yassin Taha	Hamadi	Al-Mohammadi
53.	Khaled Yassin Taha	Hamadi	Al-Mohammadi
54.	Mustafa Hamid Taha	Hamadi	Al-Mohammadi
55.	Salam Ibrahim	Hamadi	Al-Mohammadi
56.	Akram Hamaed	Ibrahim	Al-Mohammadi
57.	Khalil Ibrahim	Mohsin	Al-Mohammadi
58.	Sabah Abid	Ahmed	Al-Mohammadi
59.	Maher Sabah Abid	Ahmed	Al-Mohammadi
60.	Nouri Sabah Abid	Ahmed	Al-Mohammadi
61.	Khaled Abid	Ahmed	Al-Mohammadi
62.	Moufid Khaled Abid	Ahmed	Al-Mohammadi
63.	Karim Khaled Abid	Ahmed	Al-Mohammadi
64.	Mohamed Falah	Hassan	Al-Mohammadi
65.	Ahmed Falah	Hassan	Al-Mohammadi
66.	Anmar Falah	Hassan	Al-Mohammadi
67.	Jamal Falah	Hassan	Al-Mohammadi
68.	Razak Mohamed	Hadid	Al-Mohammadi
69.	Ali Mohamed	Hadid	Al-Mohammadi
70.	Jasim Mohamed	Hadid	Al-Mohammadi
71.	Walid Khaled Abid	Ahmed	Al-Shammeri

Geneva International Centre for Justice

Organisation non-gouvernementale indépendante

GICJ est une organisation non-gouvernementale indépendante dédiée à la promotion et à la protection des principes et des normes relatifs aux droits de l'homme. Le siège de GICJ se situe à Genève (Suisse) et l'organisation est ainsi gouvernée par le Code civil suisse. Prenant comme point de départ les règles et principes de Droit international, de Droit international humanitaire et de Droit international des droits de l'homme, GICJ observe et documente les atteintes aux droits de l'homme afin de permettre aux victimes d'accéder à la justice.

Mission

GICJ a pour mission d'instaurer de meilleures conditions de vie, respectueuses des droits de l'homme. Pour cela, l'organisation dénonce toutes les formes de violence et de traitements inhumains ou dégradants. GICJ travaille également au renforcement de l'indépendance des avocats et des systèmes judiciaires dans leur ensemble, à la consolidation des principes d'équité et de non-discrimination et au respect du principe de l'état de droit. L'action de GICJ vise aussi à sensibiliser l'opinion publique en matière de droits de l'homme et de lutte contre l'impunité.

Travail sur l'Irak

GICJ s'est occupé du dossier irakien depuis sa création. L'organisation maintient ainsi des relations constantes avec plusieurs organisations non-gouvernementales, avocats et membres de la société civile irakienne. C'est à travers ce vaste réseau que l'organisation est capable de recevoir des informations et des preuves concernant les violations et les abus commis en Irak. GICJ communique continuellement ces données aux organes des Nations Unies afin de permettre aux victimes de recevoir justice.

Geneva International Centre for Justice (GICJ)



Postal address: P.O. Box: GICJ 598 CH-1214 Vernier, Geneva – Switzerland

Email: info@gicj.org

Tel: +41 22 788 19 71

Office: 150 Route de Ferney, CH 1211 Geneva 2 – Switzerland

Website: www.gicj.org

Facebook: <https://www.facebook.com/GIC4J>

Twitter: @Geneva4Justice

Skype: Geneva4Justice